



Tunisie

Tunisie / Démocratie

18 janvier 2011

Avec le peuple tunisien, pour une transition démocratique et pluraliste

La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) observe avec attention les évolutions de la situation politique en Tunisie, à la suite du départ de l'ex-Président Zine Al-Abidine Ben Ali et dans le contexte de la préparation d'une réelle transition politique et démocratique. Ces évolutions sont significatives et susceptibles de symboliser une ouverture que de nombreuses sociétés du monde arabe attendent.

Les premières annonces faites par les autorités actuellement en charge de la transition constituent des pas importants qui répondent à plusieurs demandes portées depuis de nombreuses années par les organisations de défense de droits de l'Homme comme par les mécanismes de protection des droits de l'Homme des Nations unies.

Ces annonces interviennent alors que la situation sécuritaire demeure fragile, notamment avec la difficile démobilisation de la garde présidentielle de l'ex Président Ben-Ali et d'autres composantes de la police, susceptibles d'alimenter le chaos. En outre, la formation d'un gouvernement d'union nationale chargé d'assurer la transition avant les prochaines élections reste complexe.

La FIDH salue parmi les premières annonces celles-ci :

- la libération des prisonniers d'opinion et l'annonce de leur prochaine amnistie ;
- la levée des actes d'accusations à l'encontre de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme et l'annonce que les organisations jusqu'à présent non-reconnues, notamment l'organisation membre de la FIDH le Conseil National pour les Libertés en Tunisie, lesquelles pourront s'enregistrer et travailler librement afin de participer à la protection des droits humains ;
- la levée des restrictions d'accès, l'annonce du respect de la liberté d'expression et d'accès à l'information, notamment sur Internet ;
- la mise en place de trois commissions, présidées chacune par des personnalités indépendantes et réputées, qui porteront sur des réformes politiques et institutionnelles, sur la mise en lumière des responsabilités des crimes commis depuis le 17 décembre dernier, et sur l'étude des phénomènes de corruption traversant le pays. Leurs mandats respectifs sont autant de défis particulièrement sérieux et lourds à mener.

Pour la FIDH, les trois commissions d'enquête devront mettre en évidence les responsabilités individuelles et collective des autorités tunisiennes dans la commission de violations graves des droits de l'Homme et fournir des perspectives de réparation aux victimes de ces crimes. La FIDH pense opportun que ces commissions préparent la mise en place d'une commission "vérité et justice", composée de représentants de la société civile et d'institutions indépendantes, qui fasse la lumière sur les violations des droits de l'Homme commises sous ce régime, et

recommande des évolutions politiques notables en soutien ou en suivi des trois commissions.

La mission de ces trois commissions est ambitieuse, tant elle est essentielle pour accompagner le changement d'un régime dictatorial vers une société libre et démocratique. Elle sera également ardue, tant les réflexes autoritaires ont affecté une société profondément blessée.

La FIDH appelle dans ce cadre les autorités tunisiennes à recourir à un soutien international, notamment auprès du Haut Commissariat des droits de l'Homme des Nations unies et de l'Union européenne, pour accompagner la mise en oeuvre du mandat de chacune de ces commissions, garantir leur indépendance et la mise en lumière de recommandations utiles et pertinentes pour la Tunisie. A cet égard, la FIDH a rencontré la Haut Commissaire aux droits de l'Homme des Nations unies pour faire part de ses préconisations.

Enfin, la FIDH appelle la Communauté internationale dans son ensemble à soutenir ces évolutions démocratiques et pluralistes, y compris à l'encontre des pressions réelles ou éventuelles émanant d'états voisins du pays.

<http://www.fidh.org/Tunisie-Avec-le-peuple-tunisien-pour-une>